

P 343 ID 313

Initiative Schutz fir d'Kand – Défense de l'enfant

c/o Me Jean-Jacques Lorang
Cabinet Lorang
51, rue Albert 1er
L-1117 Luxembourg

COPIE

Luxembourg, le 26 mai 2014

Monsieur Mars Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés
Monsieur Claude Freiseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés
Monsieur Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-178 Luxembourg

Par courrier RAR et par e-mail : mdibarlomeo@chd.lu; cfrieseisen@chd.lu; mschank@chd.lu

Objet : Procédure de pétition publique – Fracture numérique – Second courrier

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Député

À la suite de ma lettre du 24 avril 2014, restée sans réponse, j'attire votre attention sur le fait que le système de signature par Internet des pétitions publiques connaît ou au moins a connu des blocages.

Cette circonstance rend d'autant plus urgente une publicité adéquate de la Chambre au sujet de la signature papier. En effet, non seulement cette modalité de signature est la seule accessible aux personnes n'utilisant pas Internet, mais encore elle se révèle être, en outre, un palliatif aux dysfonctionnements du site Internet de la Chambre.

Sur le tract qu'elle diffuse, l'Initiative Schutz fir d'Kand – Défense de l'enfant, soucieuse de réduire la fracture numérique, fournit, en plus de l'indication du lien Internet vers le site de la Chambre, la possibilité pour les citoyens et résidents de participer à la pétition publique par voie de signature papier.

De manière générale, la procédure légale de pétition publique ne peut certainement pas être limitée aux Internauts, que ce soit pour la signature comme d'ailleurs, en amont, pour le dépôt des pétitions. Il appartient à la Chambre des Députés de tirer les conséquences, tant dans sa communication vers le public que dans son organisation interne, de cette réalité juridique incontournable.

Dans l'attente d'une prise en considération appropriée de la présente lettre, je vous prie de croire, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Député, à l'assurance de mes sentiments respectueux.

Jean-Jacques Lorang